

CONDITIONS  
D'ABONNEMENT AU "MÉTIS."

Le prix pour un an est de dix  
chélinis sig. ou deux piastres  
et demie, cours du Canada;  
on devra payer cette somme  
de suite en souscrivant son  
abonnement.

Les Ateliers du Métis ont été  
transportés à St. Boniface,  
sur l'Avenue Provancher,  
un peu au Nord-Est du Col-  
lège, dans la Bâtisse du  
Dr. Paré.

## LE METIS

DIEU ET MON DROIT.

N. D. Gagnier &amp; Cie, Editeurs-Propriétaires.

## TARIF D'ANNONCES.

Première insertion, 12 cts. la  
ligne; et 8 cts. par ligne  
pour chaque insertion sub-  
séquent.

Nulle annonce ne comptera  
pour moins de six lignes.  
Paiement exigé d'avance  
quand l'annonce est pour  
moins d'un mois.

ANNONCES A L'ÉCART.  
Pour une colonne, \$100 00  
" emi " " 50 00  
" un qrt. de colonne 40 00

## FEUILLETON DU METIS.

25 Octobre 1873.

## LE PETROLE.

## CHAPITRE 8ÈME.

(Suite.)

D'après cette exploitation, très ingénieuse d'ailleurs, les roches pétrolières devraient toujours être supérieures à l'anthracite, et accompagner partout celle-ci. Il se trouve précisément que la région américaine si riche en pétrole est en même temps exceptionnellement riche en anthracite. D'où l'espoir que, en cherchant bien, on devrait trouver, sinon du pétrole là où on a trouvé de l'anthracite, au moins toujours de l'anthracite là où on a trouvé du pétrole.

Malheureusement pour cette explication, le pétrole d'Amérique se trouve le plus souvent au-dessus de terrain houillier et de son anthracite, et il n'y a pas trace de cette dernière substance aux environs de beaucoup de gîtes pétrolières très riches, comme ceux du Canada, des rives de la mer Morte et de la mer Caspienne. De plus dans un même district, des puits très voisins donnent des huiles très différentes, ce qui n'arrive pas si ces huiles étaient un produit de distillation transporté au loin par des fissures.

Le pétrole d'Amérique imprègne presque toujours des roches des deux formations immédiatement antérieures à la houille, qu'on désigne sous le nom de terrains dévoniens et terrains du calcaire carbonifère.

Remarquons qu'en France ces terrains nous fournissent des marbres noirs communs, dont la matière colorante est de nature organique: car, chauffés au rouge, ils donnent de la chaux de couleur blanche, en dégageant une odeur désagréable, déjà sensible quand on brise certains bancs de la carrière. C'est que ces roches se formaient sous les mers aux premières époques où la vie apparaissait sur le globe; la monde végétal et le monde animal étaient surtout représentés alors par des types d'organisation très inférieure dont la plupart devait être privés de parties dures, comme sont aujourd'hui les algues parmi les végétaux et les méduses parmi les animaux. Aucun produit de leur putréfaction n'ayant la forme solide, les résidus n'ont pu qu'imprégner la roche quand ils n'étaient pas très-abondants, et surtout quand cette roche poreuse a pu permettre l'évaporation des produits les plus volatils.

Mais là où il s'est trouvé à la fois que les êtres organisés étaient très-abondants et la roche presque imperméable, comme le sont précisément les gros pétrolifères d'Amérique, les résidus liquides de la décomposition chimique de ces êtres ont dû s'accumuler sur place et remplir toutes les fissures accidentelles de la roche.

La faible proportion d'azote que contiennent tous ces résidus nous montre qu'à ces époques les végétaux étaient en quantité énormément prédominante. Or lorsque les matières premières des tissus végétaux, la cellulose et la fécule, formées d'un même nombre de proportions carbone, d'hydrogène et d'oxygène, sont décomposées lentement à l'abri du contact de l'air, tout leur oxygène est employé à res-

former; 10 du gaz carbonique avec une partie de leur charbon, et 20 de l'eau avec une partie de leur hydrogène. Si c'est le premier emploi qui prédomine, il reste des carbures surhydrogénés, c'est-à-dire du pétrole; si le second devient fréquent, ont a des carbures moyennement hydrogénés comme la benzine et les bitumes; enfin, si le second prédomine, tout à fait, il ne restera guère peu du charbon, au moins un solide charbonneux imprégné des bitumes.

Le dernier cas serait celui de l'époque houillère, où les plantes fibreuses devenaient relativement abondantes, tandis que le premier cas a été fréquent dans les époques antérieures à la houille, ère de l'exubérance de la végétation cellulaire primitive.

L'origine du pétrole est donc tout à fait semblable à celle de la houille dont elle ne diffère qu'en ce que les matières organiques qui l'ont formée étaient plus molles, mieux isolées de l'action de l'air et décomposées dans des circonstances favorisant plutôt la formation du gaz carbonique que celle de l'eau.

Le mot est donc excellent: le pétrole est de la houille liquide.

## CHAPITRE 9ÈME.

Examinons maintenant sa manipulation, c'est-à-dire la division industrielle qu'on en fait en divers produits. Voici comment les choses se passent dans les meilleurs mines d'Angleterre.

Nous avons dit que le pétrole brut est un mélange de plusieurs carbures d'hydrogène de la même famille celle des carbures saturés, dont le chef de file est le gilson ou gaz des marais. Une faible quantité de matières bitumineuses, d'acides et d'alcalis organiques s'y trouve mêlée et doit d'abord être enlevée. Pour cela on agite le liquide, dans des sortes d'énormes barattes, avec de l'acide sulfurique d'abord, puis avec une lessive de soude caustique. Tout ce qui est hydrate, azote, acide, alcalin, en un mot, tout ce qui n'est pas carbures d'hydrogène pur, est dissous et reste dans l'acide sulfurique ou dans la lessive. On met alors le liquide dans un immense appareil distillateur, analogue à ceux qui servent à faire l'alcool en grand et on chauffe progressivement, non pas d'abord à feu nu mais au moyen de la vapeur d'eau bouillante bien ménagée.

Des la première impression de la chaleur, on voit se dégager des gaz qui étaient restés dissous dans le liquide. Ce sont des carbures d'hydrogène dont le premier, le gaz des marais, forme plus des trois quarts de notre gaz, d'éclairage, et dont les autres, plus condensés et plus éclairants, ont été trouvés en quantité notable dans ce même gaz. Pour les lecteurs qui trouveraient quelque intérêt à savoir les noms techniques des choses, je dirai que les chimistes appellent ces gaz: hydrogène de méthylène, d'éthylène, de propylène et de butylène.

Ce dernier, liquéfiable à la température de la glace, est dissous en quantité assez grande dans le pétrole brut, contribuant beaucoup à lui donner à lui donner sa terrible inflammabilité. Les autres tendant à se dégager presque complètement à la température ordinaire, étaient accumulés dans la partie supérieure des fissures des terrains qui contiennent le pétrole, et c'est leur pression qui faisait jaillir la liqueur, sitôt que le trou de sonde avait atteint le liquide d'une de ces fissures.

Lorsque la chaleur commence à lever sensiblement la température du pétrole dans l'appareil distillatoire, on reçoit successivement dans les serpentin des liquides d'abord très-volatils et semblables à des ethers, puis peu à peu d'autres qui ressemblent à des essences, et enfin, quand on emploie l'air chaud ou la vapeur surchauffée pour élever la température au-delà de 100°, on reçoit le liquide employé sous le nom d'huile d'éclairage.

MM. Pelouze et Cahours ont réussi à séparer les divers carbures qui se mélangent ainsi successivement: le plus volatil, l'hydrogène d'amylène, le cinquième dans la série, bouillait à 30° s'il était seul; le suivant sixième dans la série, à 68°; le septième à 92°; puis, dans ceux qui fournissent l'emploi de la vapeur surchauffée, vient le huitième qui bouillait seul à 117°, le neuvième à 138°, le dixième à 169°, le onzième à 182°, le douzième à 227°, etc. Le travail d'analyse n'a pas été étendu à tous les autres qui bouillent au-delà de 200°, mais on voit que la série se continue régulièrement; ainsi les mêmes chimistes ont isolé le sixième carbure qui bout à 286°.

Dans la distillation industrielle, les carbures successifs ne sont pas séparés aussi nettement, ils passent ensemble dans les réfrigérants comme font l'eau et l'alcool dans la fabrication des esprits de vin. Mais on fractionne les produits, de manière à voir séparément des liquides propres à des usages distincts.

## CHAPITRE 10ÈME.

On nous met d'abord de côté, dans les bonnes usines, le produit de la distillation opérée jusqu'à la température fixe de 50° environ. Il contient tout ce qui restait dans le pétrole de ce carbure gazeux, liquéfiable à 0°, le no 4 de la série, et à peu près tout le no 5, qui bout à 30°, avec une petite quantité du no 6. Le mélange porte le nom d'éther de pétrole, en Angleterre de *Kerosene*. Ce liquide, éminemment inflammable, excessivement léger, car il ne pèse que 250 à 680 grammes le litre, est un puissant dissolvant des graisses, des résines et surtout du caoutchouc. On l'emploie à cet effet dans l'industrie pour remplacer le *sulfure de carbone*, liquide à peu près aussi inflammable, mais de plus horriblement infect et pernicieux pour la santé. La quantité d'éther de pétrole obtenu dans les usines est très faible, mais sa séparation a surtout pour but de rendre moins dangereux le produit suivant.

Ce second produit mis de côté est celui qui distille entre 50° et 100° et contient les carbures no 6 et no 7 et une bonne partie du no 8; il est en quantité beaucoup plus grande et bien connu en France sous le nom d'essence de pétrole ou essence minérale. Les anglais l'appellent aussi *substitute de la térébenthine*, ou même *benzine*, suivant qu'il est employé par les peintres ou par les dégraisseurs. Non seulement, en effet, l'essence de pétrole est bonne à employer à l'éclairage dans ces petites lampes à éponge ou à fermeture hermétique, si communes aujourd'hui chez nous, mais elle est excellente pour faire les vernis et pour délayer la peinture en bâtiments, qui coule plus librement du pinceau, sèche plus vite, et sent moins mauvais que la peinture à l'essence de térébenthine.

L'essence minérale est aussi un dissolvant, presque aussi bon que l'éther de pétrole; on ne sait pas assez que dans l'économie domes-

tique elle peut remplacer avantageusement les benzines et autres liquides, vendus en petites bouteilles coûteuses, pour enlever les taches des habits. Il suffit, pour s'en servir avec succès sur les tissus les plus délicats, de vérifier si elle est bien complètement volatile; pour cela, on en humecte un morceau de papier blanc, et on examine si, au bout de quelques minutes, la tache a disparu sans laisser aucune trace permanente.

Nous reviendrons prochainement sur le danger qu'offre son maniement au voisinage d'un foyer ou d'une flamme. Nous pouvons toutefois rassurer ici les personnes qui craignent un inconvénient pour la santé résultant de son odeur. L'expérience des nombreux défilants et garde-magasins, qui respirent journellement l'air imprégné des vapeurs des diverses huiles minérales, prouve que ces vapeurs n'ont absolument aucune action nuisible à la santé, bien moins qu'aucune des odeurs végétales.

On sait même que le séjour dans l'atmosphère chargée de vapeurs identiques, dans les usines à gaz, est un moyen curatif des coqueluches des enfants et de quelques maladies analogues.

(A continuer.)

## L'Enquête Préliminaire.

(Suite.)

SAMEDI, 27 Septembre 1873.

James McBain est assésmenté.—Il demeure au Portage. Le 17 Février 1870, il a été fait prisonnier dans la ferme, en arrière de la ville, avec Farmer et les autres. Le parti de Metis Français qui les fit prisonnier était commandé par O'Donoghue. Il n'a pas vu Lépine. Rendu au Fort, Lépine était présent lorsqu'ils ont été fouillés, et dans son opinion paraissait en autorité. Il a été mis en prison avec les autres. Le 4 Mars, Scott a dit adieu à ses compagnons. Il avait les mains liées derrière le dos, et un linge blanc sur la tête. Il (McBain) prétend avoir vu Lépine et paraissait commander lorsque Scott a été emmené. Il a vu Lépine visiter les prisonniers en compagnie de Riel. Après que Scott fut sorti, il a entendu des coups de fusil, et n'a pas vu Scott depuis. Il (McBain) fut aussi libéré le 16 Mars, et prêté serment de fidélité au Gouvernement Provisoire. Il ne sait devant qui il prêterait serment. Lépine était présent.

Sur les transpositions de l'Hon. M. Royal, il dit qu'il était venu du Portage, avec un grand nombre d'autres, sous le commandement du Major Boulton. Ils se réunirent à Kildonan au nombre de 400 à 500 hommes armés. Le Dr Schultz était là et paraissait commander. Il était parti du Portage avec ses compagnons, pour venir délivrer les prisonniers incarcérés dans le Fort Garry. Il n'a pas vu Scott mort, et n'a appris que par oui dire qu'il a été fusillé.

LUNDI, 29 Septembre 1873.

George Newcomb est assésmenté.—Il demeure à Poplar Point, et a été fait prisonnier avec Boulton, Farmer et les autres, le 17 Février 1870. Il vit O'Donoghue à la tête du parti de Metis qui vint du Fort les faire prisonniers. Lépine lui fut désigné, mais il n'était pas assez près pour le reconnaître. Rendu au Fort il fut fouillé, et un revolver lui fut enlevé.

Il a alors vu Riel et O'Donoghue, mais il n'a pas vu Lépine. Il fut conduit en prison avec les autres. Scott était du nombre. Il a vu Riel

venir visiter les prisonniers. Il a aussi vu Lépine, mais il ne se rappelle pas si c'était dans le Fort ou la prison. La seule circonstance où il se rappelle bien avoir vu Lépine est lorsqu'il a prêté le serment, après avoir été libéré, le 16 Mars. Il était présent et paraissait presider la cérémonie de la prestation du serment. On ne lui a pas donné de passe pour la Prairie du Cheval Blanc, et a passé à cet endroit sans avoir été inquiété. Il a vu Scott pour la dernière fois le 4 Mars. Le soir du 2, Scott eut une altercation avec uno des gardes.

Un peu plus tard, Scott fut demandé par Riel, et on lui mit les menottes. Le lendemain il le revit dans sa chambre sans menottes. Le matin du 4, il revit Scott, sur l'escalier, habillé comme à l'ordinaire. Il ne l'a pas revu depuis. Il a appris qu'il avait été fusillé. Il a entendu Riel dire au Major Boulton qu'il allait être fusillé, et ensuite il vit le Major Boulton libre. Il n'a pas vu Scott mort.

Le Rev George Young est assésmenté.—Il demeure à Winnipeg et est ministre de l'Eglise méthodiste. Dans les mois de Janvier, Février et Mars 1870, il allait visiter les prisonniers au Fort Garry. Thomas Scott était au nombre de ces prisonniers.

Le 3 Mars au soir, il fut informé que Scott allait être fusillé le lendemain à midi, et se rendit auprès de lui. Scott lui dit qu'il lui avait fait une espèce de procès et qu'il était condamné à être fusillé. Il croyait les gens qui le tenaient prisonnier assez méchants pour le fusiller, mais il ne pensait pas qu'ils oseraient le faire. Cependant il se prépara comme si l'exécution devait avoir lieu. Le lendemain matin, il (M. Young) alla voir M. James Ross, Juge en chef du Gouvernement Provisoire, M. Bannatyne, M. McKenny, Shérif, M. Robert Tait, pour leur parler de l'affaire. Ces messieurs dirent qu'il n'en avait pas entendu parler, et n'en croyaient rien. Il alla voir M. Donald A. Smith, alors Commissaire Canadien, qui lui promit d'employer son influence pour empêcher l'exécution. Le Père Lestanc qu'il rencontra lui promit la même chose. Il vit ensuite Riel et apprit que la sentence allait être exécutée. Il intercéda pour que sa vie fut épargnée, ou pour qu'il eut au moins un sursis de 24 heures pour se mieux préparer. Riel dit qu'il allait soumettre la chose à l'Adjudant-Général, et après lui avoir parlé, refusa. Il dit avoir vu Lépine secouer la tête et sortir. Il alla ensuite trouver Scott, et fit des prières avec lui. Il l'a ensuite accompagné de la prison au lieu de l'exécution, et n'a pas vu Lépine, ni avec les gardes qui l'emmènerent, ni ailleurs pendant l'exécution.

Rendu en dehors du Fort, au lieu de l'exécution, il vit O'Donoghue et le pria d'intercéder pour Scott. O'Donoghue refusa s'émouvoir mais ne fit rien. Scott se mit à genoux, reçut la décharge des fusils, et tomba. Son habit était percé à trois endroits près de l'épaule. Quelqu'un lui tira ensuite un coup de revolver afin, disait-il, de finir ses souffrances. Le corps fut ensuite enlevé. Il n'a pas vu Lépine pendant ou après cette scène. Il demanda le corps à Riel qui le refusa. Le lendemain, il alla avec l'évêque anglais M. Chene pour demander le corps, et Riel dit que l'adjudant-général s'y opposait. Il ne vit pas l'adjudant-général. Il a vu une espèce de cercueil qui était censé contenir le corps de Scott, mais il n'a pas vu le corps. Il ne doute pas que les coups de fusils tirés sur Scott aient été la cause de sa mort; mais il ne l'a pas vu après



des coups de fusil, et ne sait ce qui est advenu de son corps.

L'aveu de Ruppert's Land, Robert Macrae est assermenté. — Il est allé avec le Rev. M. Young voir Riel, le 5 Mars, pour avoir le corps de Scott. Riel dit qu'il allait en parler à l'adjudant-général, et finalement refusa. Il ne pense avoir vu Lapine avec Riel. En question, il dit qu'il n'a aucune connaissance personnelle de la mort de Scott, et qu'il ne sait pas personnellement si Lapine a eu quelque rapport avec l'exécution de Scott.

Mardi, 30 Septembre.

William Chambers est assermenté. Il est armurier et demeure à Winnipeg. Il était présent lorsque Scott a été exécuté. Il a vu six hommes tirer sur Scott. Le signal a été donné par un homme qui se tenait près d'eux. Il avait un mouchoir blanc à la main, et comme il baissait le mouchoir, les fusils ont parti. Il (Chambers) a compris que c'était le signal. Il crut reconnaître Lapine comme l'homme qui a donné le signal, mais il ne veut pas jurer que c'est lui. S'il rencontrait l'homme qui a donné le signal, il le reconnaîtrait. En allant à l'exécution, Scott a passé près de lui. Il ne lui a pas vu les mains liées. Ensuite lorsqu'il est tombé, il pense qu'il avait les mains liées. Il a vu Scott tomber, après les coups de fusil, et croit avoir remarqué du sang sur le linge qu'il avait sur le visage. Il n'a vu aucune blessure en particulier. Aussitôt après l'exécution, il (Chambers) est entré dans le Fort, et n'a plus revu Scott. Il n'a pas vu son corps mis dans le cercueil. Quand il l'a laissé pour entrer dans le Fort, Scott n'était pas encore mort, mais il pense qu'il a dû mourir des coups de fusil qu'il a reçus. L'examen du témoin Chambers finit vers 2 heures p. m.

M. Cornish demande un sursis de 8 jours vu que la poursuite a encore un grand nombre de témoins très éloignés, et que vu les mauvais chemins il est difficile de les faire venir.

L'Hon. M. Royal dit que la Défense est prête à continuer les procédures et désire voir l'enquête se poursuivre et terminer au plus tôt.

L'Hon. Juge ajourne l'enquête jusqu'à Mardi, 7 Octobre.



## LE METIS.

Samedi, 25 Octobre 1873.

### Affaire Lapine.

Si l'on en croit certaines rumeurs, l'affaire Gordon aurait donné naissance aux warrants contre MM. Riel et Lapine. Il est assez difficile de dire au juste jusqu'à quel point sont fondées ces rumeurs, tant que M. Gordon n'aura pas donné aux faits qu'il raconte l'authenticité du serment; mais le public en sait assez aujourd'hui pour que les honnêtes gens demandent et obtiennent, il faut l'espérer, une enquête à ce sujet. L'achat du *Nor'Wester*, depuis six mois en suspens et subitement conclu, le changement de politique locale de cette feuille plus que fanatique, la suppression du dernier numéro qui contenait une lettre des plus extraordinaires de M. Gordon, la coïncidence des efforts faits dans le même temps pour tourner vers la question Riel et Lapine l'attention publique qui s'élevait sur certaines transactions scandaleuses ourdies et tramées dans l'ombre, toutes ces choses ont entrelacées un lien qui ne saurait échapper à l'observateur attentif.

Dans une autre province que Manitoba, l'opinion publique plus avancée, plus éclairée, mieux organisée, aurait depuis longtemps fait justice de ces actes qu'on les implique ou les dupes se disent à l'oreille de peur des espions et des vengeances implacables et sans frein qui pourraient suivre une dénonciation. Malheureusement, telle est la situation; jusques à quand durera ce manège où tout se corrompt, où tout se vicia?

Nous n'avons jamais pensé que l'arrestation, si d'un coup, et si peu désirée de leurs anciens ennemis, de MM. Riel et Lapine fut l'œuvre directe ou indirecte du Gouvernement d'Ottawa; nos ministres canadiens ont assez à faire du Rapport de la Commission Royale et de la position chancelante qui leur est faite pour n'avoir pas même l'idée de se créer des embarras nouveaux et plus sérieux peut-être.

L'élection le Provencher peut d'un autre côté avoir eu quelque rapport éloigné avec l'emanation des warrants en question; mais ici encore le Cabinet Fédéral n'a ni suggéré, ni inspiré ce qui a été fait. C'était un but tout personnel qu'on voulait atteindre; et la chose a été claire de tout temps pour le plus grand nombre.

Autant vaudrait dire que c'est le Gouvernement Fédéral qui a conçu l'infâme plan d'exposer toute une population paisible d'électeurs à se faire fusiller par les 65 constables qui ont été organisés à Winnipeg le matin du jour de la nomination, qui ont été recrutés parmi les fanatiques les plus acharnés, qui ont été armés et placés sous les ordres de M. Powers et d'Ingram, et qui seront payés (s'ils ne l'ont été déjà), par le trésor amaigri de notre chétive petite Province.

Qu'on y regarde de près et on verra la même main partout.

Serait-ce par hasard le Gouvernement d'Ottawa qui aurait fait ordonner à cette même troupe d'organistes de fouiller le modeste et pieux Asile où deux pauvres Sœurs de la Charité enseignent gratuitement depuis vingt ans aux enfants la crainte de Dieu et le respect de la loi? Mais, les Communards eux-mêmes n'ont jamais été plus loin.

Nous ressentons cette insulte et ces outrages faits à tout ce qu'une population a de plus cher, sa foi, son culte, ses institutions, son clergé, ses Sœurs de Charité, et ses traditions politiques. Nous protestons encore une fois contre cette conduite infâme.

Comment sortirons-nous de tout cela? Sera-ce par les tribunaux? Sera-ce par les moyens légers que nous donne la constitution? Sera-ce par un effort suprême et désespéré où le peuple outragé chassera devant lui à coup de crosse de fusil les traîtres et les renégats qui l'ont avili et déshonoré? Sera-ce par la sage ingérence du Gouvernement de Sa Majesté? Nous ne savons.

Le peuple est profondément irrité et soulevé; ce n'est qu'à grande peine que ses chefs le contiennent dans les limites de la résistance et des moyens constitutionnels: que la situation actuelle se prolonge et s'aggrave, et nous ne répondons de rien. Voilà ce que nous savons.

Nous attendons tout secours d'En Haut; car, en vérité, tout s'en mêle pour compliquer la crise.

La question de juridiction de nos magistrats et tribunaux sur la période du 1er Juillet 1867 au 15 Juin 1870 ne fait doute à quiconque qui a tant soit peu étudié les événements politiques des quatre dernières années dans ce pays: elle a été soulevée et plaidée devant un magistrat dont l'honorabilité est parfaitement établie. Cependant, ce magistrat, qui devra plus tard siéger comme juge de la Haute Cour où l'affaire Lapine sera portée, ce magistrat, disons-nous, n'a pas même cherché à dissimuler son opinion. Sur deux juges, l'un sera donc préjugé d'avance; et si, par hasard, son honorable collègue diffère d'opinion sur cette grave question, qui les mettra d'accord, puisque la Province, qui demande instantamment de puis trois ans un Juge en-Chief, n'en a pas encore un?

Et alors, ce tribunal composé de deux juges offrira-t-il à l'accusé Lapine et à la population qui va se faire juger avec lui les garanties d'impartialité que tout sujet anglais est en droit d'attendre lorsqu'il subit un procès de vie ou de mort? Non, puisque l'un des deux est préjugé, et que l'autre ne pourra se soustraire à l'influence nécessaire et inévitable que l'opinion déjà exprimée de son collègue aura sur lui.

Les honorables juges McKeagney et Betounay sont des hommes probes, désintéressés et capables; mais, cependant, avec la loi,

ayant créé un tribunal composé de trois juges, ce troisième collègue leur manque pour donner à leurs jugements cette sanction d'autorité prévue et voulue par le législateur. Jamais cette lacune terrible ne s'est faite aussi péniblement sentir qu'aujourd'hui.

On a parlé de la nomination de M. T. K. Ramsay, ancien juge suppléant à Sherbrooke, comme Juge en-Chief de Manitoba: pour Dieu, quel est donc l'homme qu'on attend pour faire cette nomination?

Ce qu'il nous faut c'est un homme d'autorité, ferme, courageux, d'une impartialité d'esprit rare, d'une grande science légale, connaissant et parlant bien le français, un homme enfin tel que le veulent les conditions de notre jeune société bouleversée et tourmentée. *Rara avis!*

L'éloquente protestation du peuple Métis a trouvé de l'écho dans tous les journaux du Canada: merci à tous. La cause des opprimés est la cause de tous ceux qui ont des sentiments d'honneur et de foi politiques, et lorsque la presse d'un pays s'en fait l'organe, nous avons le droit d'en être fiers et d'espérer en l'avenir. Nous espérons surtout que le Parlement de la Puissance se saisira de la question, et qu'après l'affaire du Pacifique vidée, il restera encore un grand scandale politique à examiner, celui de l'amnistie promise en 1870 et obstinément niée en 1871, 1872, et 1873.

### Une résignation ministérielle.

Le *Free Press* dit qu'il a été question la semaine dernière de la résignation de l'un de nos ministres locaux; nous ne savons jusqu'à quel point cette nouvelle est fondée. Peut-être a-t-elle pris son origine dans le fait que l'un des membres du Cabinet, représentant la majorité des députés français, a voulu dernièrement engager son parti à lui permettre de se retirer du gouvernement. La chose après mûre délibération, aurait été jugée prématurée et inutile, et l'affaire en serait restée là pour le moment. Ce n'est pas la seule fois d'ailleurs qu'on dit que tel ou tel ministre doit se retirer.

A ce propos, un mot d'explication sur la composition de notre ministère ne serait pas déplacé dans le moment actuel.

Il faut bien se rappeler, que le principe fondamental qu'a présidé à la formation du premier gouvernement de Manitoba est tout à fait différent de celui qui suppose et impose notre constitution politique; il faut se souvenir sans cesse que nous n'avons pas de chef du gouvernement ou de Premier dans notre ministère. Obéissant aux nécessités du temps, le regrette et éminent M. Archibald, premier gouverneur de Manitoba, avait appelé dans son Conseil plutôt les hommes qui représentaient individuellement la plus grande somme d'influence dans le pays, que les chefs proprement dits de la majorité. Lui seul ou à peu près leur donnait un siège dans le gouvernement, et son choix faisait loi.

Ce système, le seul possible peut-être pour le moment, avait néanmoins le grave inconvénient d'allier ensemble des hommes que rien n'avait unis jusqu'alors, ni communauté de principes et d'éducation politiques, ni surtout entente préalable sur un programme clairement défini et un programme adopté; chaque ministre devant sa nomination au gouverneur devenait par là même complètement indépendant de ses collègues ou d'une minorité d'entre eux.

M. Archibald se réservait-il à un jour ultérieur et à la première occasion favorable de changer ce mode, et d'inaugurer dans la formation de son Cabinet le principe suivi dans les autres provinces et qui découle essentiellement des institutions responsables? Nous le croyons; mais sa résignation ne lui en laissa pas le loisir, et il légua à notre estimable gouverneur actuel, l'Hon. M. Morris, son gouvernement tel qu'il l'avait formé.

On conçoit dès lors qu'un autre résultat de ce système fut que chaque ministre dut administrer son département plus ou moins à sa

guise, sans se soucier de ses collègues plus qu'il ne jugerait à propos. Or, la Chambre connaît ces faits, et ce régime faux, anormal, quasi-anti constitutionnel, durera tant qu'elle le jugera à propos; car, en définitive, le gouverneur reçoit du Parlement les avis que les majorités lui envoient, et tels qu'elles lui envoient.

La résignation d'un ministre, dans le cours régulier des choses, est une protestation ou une scission qui amène nécessairement une crise; ici, rien de tel. Avec le système actuel, c'est purement et simplement un homme qui entre ou un homme qui sort; rien de plus. Ses collègues ou même le gouverneur ne le remplacent ni un autre plus influent, ou plus capable ou plus pliant ou plus facile, et tout est dit. Et il en sera ainsi tant que les parties politiques ne seront pas organisées, discutées, comptées et coalisées dans notre jeune et étrange pays.

### Bravo pour le "Manitoban"

Notre confrère du *Manitoban* châtie comme elle le mérite la tentation odieuse faite le 13 du courant, à St. Norbert, le jour de la nomination, pour amener une effusion de sang. Il constate que l'Officier Rapporteur, seul jugé en pareil cas, n'avait point requis ces 65 constables, et ajoute que c'est grâce à un esprit extraordinaire de modération chez nos gens s'ils n'ont pas châtie ces instruits comme ils l'auraient dû et pu. Renversez les choses, dit-il, et supposez qu'à Lisgar ou à Winnipeg 65 méfis français armés se seraient tout à coup présentés devant une nombreuse et unanime réunion d'électeurs, sous un prétexte ou sous un autre; ces derniers auraient-ils toléré une pareille insulte, surtout s'ils s'étaient sentis les plus forts? Assurément non, répond notre confrère.

Nous remercions le *Manitoban* de son franc parler: il est le seul des quatre journaux hebdomadaires anglais de Winnipeg qui aient eu le courage de flétrir cet outrage public. En cela nous le croyons l'organe fidèle de la masse de la population anglaise qui n'a qu'une voix pour réprover et condamner énergiquement cet acte odieux du gouvernement local ou de l'un de ses membres.

### NOUVELLES LOCALES.

M. Médéric Foucher, fait bâtir une spacieuse maison à deux étages, au coin des Rues DuMoulin et St. Boniface en face de la traverse, sur un des beaux sites de la ville. C'est dans cette bâtisse que sera ouvert bientôt un magasin général. M. Médéric Foucher attend ses marchandises par le prochain bateau.

Mercredi et Jeudi de cette semaine, il est tombé une grande quantité de neige. Plusieurs voitures d'hiver ont commencé à circuler.

Les oiseaux blancs ont fait leur apparition par voliers innombrables. Signe prochain de l'hiver.

Un magnifique balcon a été construit sur la façade du Collège St. Boniface.

MM. Rocan et Morneau font construire un nouvel étal sur la propriété voisine des Bâtisses du Parlement, à Winnipeg, où ils se proposent de tenir un marché complet comme dans les grandes Villes. Succès et prospérité.

Nous attirons l'attention de nos amis et du public en général sur l'annonce de MM. Thibault et Ratti qui viennent d'ouvrir un magasin à la Rivière Eturgeon. Nous espérons dans le succès de cette nouvelle maison qui recevra tout l'encouragement possible.

Comme on le verra par une annonce publiée dans notre journal, la distribution des Réserves des Métis va enfin se faire dans quelques jours. Chaque enfant ou personne non mariée à l'époque de l'entree de cette province dans la confédération, recevra 150 acres de terre.

Le vapeur *Selkirk* a cessé de voyager jusqu'ici, tandis que l'*International* a repris ses voyages réguliers.

Le premier détachement de la Police montée est arrivé mardi à St. Boniface. Ces hommes ont immédiatement pris la route du Fort de Pierre, sans se rendre à Winnipeg.

Des réparations considérables ont été faites à la chapelle Notre Dame de Winnipeg.

M. Granger doit ouvrir sous peu, un nouveau magasin à St. Anne de la Pointe de Chene.

M. Dubuc, Surintendant de l'Education, a dû commencer mardi dernier sa visite d'Ecoles au Lac Manitoba.

M. le Curé de St. Norbert est parti mardi matin en route pour le Canada, chargé d'une mission importante.

On dit que la *Manitoba Gazette* reçoit depuis quelques temps des articles d'un des premiers employés du gouvernement; la cause est mauvaise; comme style néanmoins, ces articles sont supérieurs à ce que l'on est habitué de voir dans la même feuille.

C'est M. Hughes, ecclésiastique du Collège, qui touche maintenant l'honarium à la Tribune de la Cathédrale.

M. John McTavish est en ce moment à St. Paul où il est allé accompagner l'Hon. M. D. A. Smith, en même temps que pour affaires de la Cie de la B. d'Hudson. Il sera de retour lundi.

### Le "Dictionnaire Géographique de l'Amérique Anglaise du Nord."

Tel est le titre d'un excellent ouvrage que M. Lovell de Montréal doit bientôt faire paraître et dont nous avons reçu dernièrement quelques fragments. Ce Dictionnaire Géographique ne peut manquer d'être très-instructif et très-intéressant, comme on peut le voir par l'annonce qui se trouve plus bas.

M. Lovell nous paraît avoir été très scrupuleux dans la composition de son ouvrage. Les notions historiques et géographiques nous semblent d'une grande exactitude.

Nous traduisons avec plaisir une partie de son article sur Manitoba. Chacun pourra jager par soi-même combien l'auteur se montre exact et impartial. Il s'agit de l'histoire de Manitoba.

Cette partie de l'Amérique du Nord fut d'abord visitée par les Français. Le Chevalier de la Verandrye fonda un fort à l'embouchure de l'Assiniboine en 1731. Les Français continuèrent pendant longtemps d'être les seuls traiteurs dans le pays. Ce ne fut qu'en 1767 que des traiteurs anglais y firent leur apparition. Bientôt plusieurs compagnies rivales se formèrent. Elles se fondirent à la fin dans une seule, la fameuse Compagnie du Nord-Ouest. Celle-ci fut absorbée à son tour par la Compagnie de la Baie d'Hudson qui avait reçu sa Charte du Roi Charles II en 1670.

Cette dernière compagnie ayant vendu une certaine étendue de terre à l'hon. Thomas Douglas, Comte de Selkirk, sur les deux côtés de l'Assiniboine et de la Rivière Rouge, ce Seigneur y établit, en 1812, une colonie comme sous le nom de *Selkirk Settlement*, Colonie de la Rivière Rouge, ou encore, *Assiniboia*. En 1836 la Compagnie de la Baie d'Hudson racheta des héritiers de Lord Selkirk, tout le terrain qu'elle avait vendu en 1811, et continua l'exercice de son autorité sur cette partie de la Terre de Rupert par la nomination qu'elle faisait du gouverneur et du conseil d'Assiniboia. Ce conseil forma avec le temps, surtout après la déclaration de la liberté de la traite, obtenue par les habitants du pays en 1849, une administration indépendante pour les affaires locales de la colonie, dont les limites ne s'étendaient qu'à 50 milles du Fort Garry. C'est cette colonie qui forme aujourd'hui en grande partie la Province de Manitoba.

La Compagnie de la Baie d'Hudson n'a jamais réclamé aucun droit de propriété sur les Territoires du Nord-Ouest proprement dits. Ces Territoires ne comprenaient autrefois que les terres qui se trouvent à



L'est des Montagnes Rocheuses et sont arrosées par les eaux qui coulent vers la mer Arctique. La charte de la Compagnie ne comprenait que la Terre de Rupert, c'est-à-dire, les terres arrosées par les tributaires de la Baie d'Hudson.

Aujourd'hui ces deux immenses pays, qui se trouvent en dehors de la Province de Manitoba, sont désignés par le seul et même Territoire du Nord-Ouest.

En Mars, 1869, la Compagnie de la Baie d'Hudson convint de transporter au Gouvernement Impérial ses droits territoriaux et sa juridiction gouvernementale, puis, le 16 Juillet 1870, le Gouvernement Impérial a son tour transporta le tout au Gouvernement du Canada. Ce fut dans ce laps de temps qu'eurent lieu les troubles de la Rivière Rouge. Le marché qui eut lieu entre l'Angleterre et la Compagnie de la Baie d'Hudson d'abord, puis entre le Canada et l'Angleterre ensuite, ayant été fait sans que l'on consultât le Gouvernement et le peuple d'Assiniboia, il se produisit chez eux un sentiment de crainte et d'inquiétude, et les autorités canadiennes arrivant dans le pays avant même que le transfert fût opéré, furent repoussées. Pendant ce temps là un Gouvernement Provisoire fut organisé par les habitants du pays qui voulurent par là assurer leurs droits et en venir à une entente avec la Puissance du Canada. Des Délégués furent envoyés à Ottawa pour cette fin et traitèrent avec les autorités. L'Angleterre força le Gouvernement d'Ottawa à satisfaire le peuple de la Rivière Rouge. Alors le Bill de Manitoba et autres garanties furent convenus de côté et d'autre et ainsi s'effectua l'entrée de Manitoba dans la confédération.

## R. I. P.

Mardi dernier, avait lieu, à la cathédrale, une Grand-Messe de Requiem pour le repos de l'âme de feu M<sup>me</sup> McTavish, recommandée par son beau-frère, M. le Chevalier J. Taillefer.

C'est avec une sensible douleur que nous avons appris la mort de cette respectable Dame. M<sup>me</sup> McTavish est décédée en Angleterre. Le télégraphe annonçait la triste nouvelle de sa mort il y a quelques jours, à Hon. M. Bannatyne, son beau-frère, ainsi qu'à tout ce pays où elle était si bien connue. M<sup>me</sup> McTavish était la femme de son le Gouverneur de la Colonie. Elle était depuis trois ans en Angleterre où elle avait accompagné son mari, M. McTavish. Elle avait su par ses excellentes qualités gagner l'estime et l'affection de tout le monde et en particulier des habitants de St. Boniface pour qui elle était une bienfaitrice. Le Couvent de St. Boniface et l'Orphelinat conservent un précieux souvenir de cette charitable Dame. Aussi ont-ils voulu payer un tribut de respect et de reconnaissance pour sa mémoire en assistant, mardi dernier, au saint sacrifice de la messe qui s'offrait pour le repos de son âme.

## NOUVELLES DE ROME.

Les journaux révolutionnaires d'Italie disent que le prochain concave a été une des causes du voyage de leur roi à Vienne. A leur sens, l'Allemagne et l'Autriche devraient s'entendre là-dessus avec l'Italie. La Voce della Verità leur fait de son côté observer que ceux qui ont le plus compté sur la mort prochaine du Pape ont tous passé avant lui de vie à trépas.

Le schisme et la persécution continuent leur œuvre contre l'Eglise catholique arménienne, tant à Constantinople que dans les autres diocèses du Patriarcat.

Le Saint-Père, dans son incessante sollicitude pour l'Eglise d'Orient emploie tous les moyens qu'il peut mettre en œuvre pour faire cesser le mal; mais ses efforts n'ont pas encore obtenu le succès si ardemment désiré.

Cependant deux religieux influents ont fait leur abjuration et les fidèles tiennent bon; rien n'ébranle leur foi et leur attachement au Saint Siège.

M. Pianciani, syndic de Rome, a entrepris d'abattre les bornes qui décorent les rues de la ville. Il a, malgré les protestations du Consul français, M. Deshorst de Baubien, envoyé, pendant la nuit du 12 sept., des ouvriers qui ont déraciné deux des colonnes monumentales de St. Louis des Français.

## Annonces Nouvelles.



## Département de l'Intérieur.

OTTAWA, 20 OCTOBRE 1873.

ATTENDU que par l'ordre de Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil, en date du 6 du mois dernier, pourvoyant au règlement du droit de Commune et du droit de couper du Foin dans Manitoba, le retrait des DEUX MILLES en arrière, dans certaines Paroisses de la RIVIERE ROUGE et de la RIVIERE ASSINIBOINE a enlevé l'empêchement qui affectait précédemment la distribution des Terres de Metis, mises à part pour eux dans ces Paroisses.

## Avis Public

EST par le présent donné que des instructions ont été remises à DONALD CODD, hœuer, agissant comme agent des TERRES DE LA PUissance, à WINNIPEG, pour qu'il commence et termine la distribution sans aucun délai et toutes les personnes intéressées sont priées d'agir en conséquence.

(Signé), A. CAMPBELL, Ministre de l'Intérieur.

Bureau des Terres de la Puissance.

22 Octobre 1873.

Jno.



## MUNICIPALITÉ DE Springfield &amp; Sunnyside.

EN CONFORMITÉ des dispositions de la 36<sup>ème</sup> Vict., Chap. 24 appelée "l'Acte Municipal de 1873", XVII<sup>ème</sup> clause, avis est par le présent donné que les noms ci-dessous sont ceux des Conseillers élus à la première élection de la susdite Municipalité, suivant le rapport assermenté de John Bradley Bell, Reçueur, Officier Rapporteur de la dite élection, à savoir :

MM. W. R. DICK,  
JOHN SCOTT,  
W. CORBETT,  
JAMES D. STEWART.

Bureau du Secrétaire Provincial.

Winnipeg, 18 Octobre 1873.

17

## THIBEAULT &amp; RATH, Marchands A LA

## RIVIERE ETURGEON.

THIBEAULT & RATH ont ouvert LUNDI 20 OCTOBRE COURANT, à la RIVIERE ETURGEON, un MAGASIN DE MARCHANDISES GÉNÉRALES, consistant en

NOUVEAUTÉS,

FERRONNERIE,

FERBLANCTERIE,

MÉDECINE, ETC.

Qu'ils Vendront à Bas Prix.

"Le Debit fait le Profit."

Le Public est invité à venir nous faire visite.

THIBEAULT &amp; RATH.

25 Octobre 1873.

100



## Département de l'Intérieur.

OTTAWA, 27 Septembre 1873.

ATTENDU, qu'en conformité de la clause 5 de la section 32 de l'acte de Manitoba, il a plu à Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil de demander à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de Manitoba, de nommer John F. Bain, de la ville de Winnipeg, écuyer, avocat, et Joseph Dubuc, de la Paroisse de St. Boniface, écuyer, avocat, Commissaires pour constater et régler à des conditions justes et équitables les droits de Communes et les droits de couper le foin dont les colons avaient la possession et la jouissance dans la dite Province.

Avis public est par le présent donné—1. Que les dits Commissaires sont autorisés à examiner la réclamation que chaque individu peut avoir en vertu de la clause susmentionnée de l'acte de Manitoba, et à accorder de la manière ci-après mentionnée, en règlement final de telle réclamation, telle compensation qui pourra être considérée juste et équitable dans chaque cas.

2.—Que les témoignages donnés devant telle commission sera, pris sous serment, lequel serment sera administré par un des membres d'icelle.

3.—Que les personnes réclamant le droit de couper le foin sur les deux milles en arrière de leurs terres dans les localités de la Province ou ces privilèges étaient reconnus par les anciennes lois d'Assiniboia, pourront recevoir du Bureau, ou une compensation en terrain pris immédiatement à l'extrémité de leurs terres respectives, et s'étendant en arrière, mais telle compensation ne devra en aucun cas s'étendre au delà des deux milles en arrière de leurs terres ou avoir une plus grande largeur que celle de la terre du réclamant, et les lignes d'icelle devront dans tous les cas se conformer aux arpentages des Cantons, ou, elles pourront, à leur option, recevoir une cédule (scrip) pour leur donnant droit à une égale quantité de terre à raison de une piastre l'acre, laquelle cédule sera rachetable en terres non occupées de la Puissance.

4.—Que dans tous les cas où le droit de couper le foin est établi, et dans tous les cas où un droit de Commune est établi, dans le sens de cette clause, ces droits pourront être commués par une cédule en faveur du réclamant comme ci-dessus mentionné.

5.—Que dans le but de donner effet à ces règlements, les 2 milles en arrière des terres dans les localités où ce privilège était reconnu par les anciennes lois d'Assiniboia de même que le privilège de foin, seront retirés des terres réservées pour les Metis, et tout deficit dans ces dernières causes par ces dits arrangements sera comblé en prenant une quantité correspondante des terres non réclamées de la Puissance en arrière des dites réserves.

6.—Il est entendu que dans tous les cas où un réclamant fait option d'une commutation de terre en arrière de son lot et que la dite commutation ne couvre pas les deux milles en longueur, il aura le droit, en aucun temps dans l'année qui suivra le règlement de sa réclamation par les Commissaires, d'acheter le reste à raison d'une piastre l'acre; s'il ne l'achète pas dans le courant d'une année, telle portion pourra être vendue à d'autres personnes.

(Signé), A. CAMPBELL,  
Ministre de l'Intérieur.

Bureau des Terres de la Puissance.

10 Octobre, 1873.

2m



## AVIS.

## LICENCES D'HOTEL,

AUBERGE ET CABARET, ETC.

TOUTES DEMANDES DE LICENCES sous l'autorité de l'Acte des Licences, 1873 pour LICENCES D'HOTEL, AUBERGE, OU CABARET doivent être faites le ou avant le PREMIER JOUR DE NOVEMBRE prochain, aux SOUS-SIGNÉS, COMMISSAIRES DES LICENCES, à leur Bureau, à Winnipeg, où des séries complètes de formules imprimées sous l'autorité du dit Acte pourront être obtenues.

JAMES STEWART,  
Président.

DONALD MATHESON,  
LOUIS SCHMIDT,  
Commissaires.

Winnipeg, 5 Octobre 1873.

37

## VENTE DE TERRES

PAR LE

## SHERIF.

PROVINCE DE MANITOBA,  
Comté de Belkirk,  
Savoir :

Par et en vertu d'un Bref d'Exécution émané de la Cour du Banc de la Reine, à la poursuite de Angus M. Chisholm et George A. Bulbar, Demandeurs, contre les Terres et tenements de James Holman, Défendeur, j'ai saisi et pris en exécution tous les droits, titres et intérêts du Défendeur sus-nommé, dans, sur et à certain lot ou morceau de Terre décrit comme suit :—Tout ce certain lot ou morceau de Terre et prémisses, sis et situés dans la Ville de Winnipeg, dans la Province de Manitoba, et qui peut-être connu comme suit, savoir, commençant à un poteau se trouvant à une chaîne à l'Est de la maison de William Harvey, allant au Sud une chaîne et demi de long d'une rue tracée, de là à l'Est une chaîne, de là au Nord une chaîne et demi, de là à l'Ouest une chaîne le long d'une rue tracée jusqu'au point de départ, que j'offrirai en vente à mon bureau, dans la Ville de Winnipeg jeudi le 5ème jour de Décembre prochain, à onze heures A.M.

EDOUARD ARMSTRONG,  
Shérif de Manitoba.

Bureau du Shérif,

Winnipeg, 2 Octobre 1873.



## TRANSPORT DE FRET

POUR LA

## Commission Impériale des Frontières.

ON DEMANDE DES SOUMISSIONS pour transporter du fret de Dufferin à Pembina Nord, aux environs de la Montagne Cyprien, et à différents postes en chemin.

Les caravanes de transport se feront à Dufferin entre le 15 et le 30 Avril prochain, et partant pour l'Ouest vers le premier de Mai 1874 sous la surveillance d'un Officier de la Commission de Sa Majesté des frontières.

Les Soumissions devront indiquer :

20. Le nom du Soumissionnaire;
30. Le nom et l'adresse d'une personne responsable consentant à se porter caution de l'exécution du contrat de fret;
40. Le poids en livres que le Soumissionnaire sera prêt à transporter avec des chevaux du pays;
50. Le poids en livres que le Soumissionnaire sera prêt à transporter avec des bœufs;
60. Le nombre de chevaux qu'il se propose d'employer;
70. Le nombre de chevaux qu'il emmène en cas d'accident;
80. Le nombre de bœuf qu'il se propose d'employer;
90. Le nombre de bœuf qu'il emmène en cas d'accidents;
100. Le nombre de charrettes qu'il se propose de fournir avec couvertures à l'épreuve de l'eau;
110. Le prix (en y comprenant les frais accessoires de toute espèce) par 100 livres pour tout le voyage que le Soumissionnaire veut demander dans son contrat; Et, enfin,
120. Le prix (en y comprenant les frais accessoires de toute espèce) par 100 livres par cent milles de transport supplémentaire que le Soumissionnaire veut demander dans son contrat.

Il est probable que le fret à transporter excédera trois cent vingt mille livres.

Pour formules de soumission s'adresser au bureau du Nord-Ouest, Winnipeg, ou au bureau du Metis à St. Boniface, ou par demande au Soussigné;

Les demandes devront se faire sans délai.

L. A. C. WARD, Capt., J. R.,  
Secrétaire.

De la Commission Impériale de la Frontière, Dufferin.

St. Boniface, 11 Oct. 1873.

37



## Bills Privés.

LES PERSONNES qui ont l'intention de s'adresser au Parlement pour des Bills Privés, soit pour l'obtention de privilèges exclusifs, ou pour conférer des pouvoirs de corporations pour des fins commerciales ou autres, ou pour aucune chose tendant à affecter les droits ou propriétés privées, sont par le présent notifiées qu'ils sont requis par les Règles des deux Chambres du Parlement (qui sont publiées au long dans la Gazette du Canada, ne donner DEUX MOIS D'AVIS de leur application (spécifiant clairement et distinctement sa nature et son objet, dans la Gazette du Canada, et aussi dans un papier nouveau public dans le Comté ou l'Union de Comtés affectés, en voyant copie des journaux contenant le premier et le dernier de tels avis au Bureau des Bills Privés de chaque Bâtisse.

Toutes les pétitions pour Bills Privés doivent être présentées durant les trois premières semaines de la Session.

ROBERT LEMOINE,

Greffier du Sénat.

ALFRED PATRICK,

Greffier de la Chambre des Communes.

St. Boniface, 13 Septembre 1873. 2m



## Des Soumissions

POUR LES PROVISIONS SUIVANTES

POUR LA

## Force de Police Montée

qui doit être levée pour le Service au Nord-Ouest, seront reçues jusqu'à Midi

Le 14 Oct., 1873:

VIANDE,  
FLEUR,  
PAIN,  
VÉGÉTAUX,  
ÉPICERIES,  
BOIS DE CHAUFFAGE,  
HUILE DE CHARBON,  
FOIN,  
PAILLE,  
AVOINE,  
SON.

La livraison devra se faire à Winnipeg ou au Fort de Pierre selon qu'il sera ordonné.

Les formes de Soumissions, et toutes telles informations requises seront obtenues sur application aux Soussignés entre 10 heures A.M. et à heures P.M. journalièrement aux Quartiers de District.

Toutes les Soumissions devront être adressées au Lieut.-Colonel O. Lorne Smith, C. M. G.

(Par ordre)

S. BRUCE HARMAN, Capt.,  
Officier d'Ordonnance au D. A. G.  
Commandant les Forces de la Puissance à Manitoba.

Quartiers-Généraux,  
District Militaire No. 10,  
Fort Garry, 29 Septembre 1873.

## Sous Presse:

Devant être Publié en Novembre 1873.

LE GAZETIER LOVELL DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD, contenant les derniers renseignements et les plus autorisés sur plus de SIX MILLES Gites, Villages et Villages dans les Provinces de Québec, Ontario, la N.-Écosse, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, l'Île du Prince Édouard, Manitoba, la Colombie Anglaise et les Territoires du Nord-Ouest — de plus, informations de toute espèce puisées aux sources authentiques sur les noms, lieux, étendue, etc., de plus 1,500 Lacs, Rivières et Fleuves — un Tableau des Routes et leur Voisinage des Stations de Chemin de Fer, des Ports de Lacs, Rivières et de Mer, des Gites, Villages, Villages, etc., dans les diverses Provinces.

Prix, cartonné \$2.75; pistole reliure en veau, \$3.75.  
On demande des Agents pour activer la vente.

JOHN LOVELL, Editeur.

Montréal, 9 Août 1873.

# IMPRESSIONS!

# IMPRESSIONS!

On exécute à l'imprimerie du

## "Metis."

Des impressions de toutes sortes  
telles que

## BLANCS DE COUR

POUR

AVOCATS,

GREFFIERS,

NOTAIRES.

## Factums,

ROLES D'EVALUATION,

Listes Alphabetiques

## BLANC DE COMPTES,

Cartes d'affaires,

Circulaires,

LETTRES FUNERAIRES.

## CARTES

DE VISITES,

D'ADRESSES,

DE COMMERCE,

ETC ETC.

## PROGRAMMES,

## AFFICHES

## LIVRES,

## BROCHURES.

LA variété et le nombre de carac-  
tère que possède l'établissement  
nous permettent d'exécuter les im-  
pressions qui nous seront confiées,  
de manière à satisfaire les goûts les  
plus difficiles, et sous le plus court  
délai.

Winnipeg, 10 Août, 1872

BATISSE McKENNEY, WINNIPEG.

L. R. BENTLEY,

COMMERÇANT EN GROS ET EN DETAIL

DE  
ROSSE ET PETITE FERRONNERIE

POELES,

FERBLANTERIE,

INSTRUMENTS D'AGRICULTURE,

ET

MEUBLES DE MENAGE.

A la

BATISSE McKENNEY,  
WINNIPEG, MANITOBA.

PITON & ISMAY,

GRANDE RUE, WINNIPEG,

AGENTS D'IMPORTATION, FABRICANTS SUR LA VIE

ET

COMMISSIONNAIRES EN GÉNÉRAL,  
Encanteurs, Évaluateurs, Comptables et  
Courtiers de Douane.

Wm. Chambers.

WINNIPEG.

ARMURIER ET FABRICANT DE FUSILS,  
CARABINES, PISTOLETS, &c.

Négociant en Carabines se chargeant par  
la culasse, en Revolvers, cartouches, &c., et  
autres articles de SPORT.

Poudre de chasse, plomb, capsules,  
casses de pêche à vendre au plus bas prix.  
Réparations faites sous le plus court délai  
et du mieux possible.

Winnipeg, 4 Juin, 1872.



Chemin de fer Great Western  
DU CANADA.

Aller et retour de Manitoba.

LA meilleur route de l'Est est celle du  
Chemin de fer Great Western,  
Detroit, Toronto, Hamilton, et le Pont Sus-  
pendu.

Quatre train Express chaque jour aller et  
venir.

Le tarif est modéré, l'expédition prompte,  
et le matériel roulant comprend toutes les  
certificats inventés.

Attention spéciale et tarif particulier pour  
les immigrants.

W. K. MUIR,

Surintendant Gén.

Bureau du G. W.

Hamilton, Ont., 1872

H. J. MARSHALL,

CONSTRUCTEUR ET CONTRACTEUR,

PORTES, CHASSIS, JALOUSIES ET MOULURES EN  
MAGASIN DE FAITES A ORDRE.

SPECIALITE.

Fabriques de Meubles de Menage, &c.

Adresse:—La maison voisine de la Douane,  
Winnipeg

J. W. BASTOW,

Chirurgien, Dentiste.

DESIRE annoncer aux habitants de  
Winnipeg et des environs qu'il a re-  
çu tous les appareils pour la fabrication et  
la pose de dents artificielles, et est mainte-  
nant prêt à poser des rateliers complets ou  
partiels de fausses dents ajustées avec tant  
de précision et imitant tellement les dents  
naturelles qu'il est impossible de s'en aperce-  
voir.

Il donne une attention spéciale à la con-  
servation des dents carées.

J. W. BASTOW,

Chirurgien-Dentiste

Winnipeg, 30 Août 1873.

Printemps et Ete, 1873.

A. G. B. BANNATYNE,

GRANDE RUE, WINNIPEG,

MARCHAND EN GROS ET EN DETAIL.

A en mains et soit recevoir par les premiers  
bateaux un assortiment choisi et des plus  
considérables qui aient jamais été importés  
dans cette Province, consistant en quan-  
tités variées de

MARCHANDISES SECHES,

OBJETS DE FANTAISIE,

EPICERIES DE TOUTES SORTES.

VINS ET LIQUEURS,

BIERE, AILES ET PORTER en bouteilles

CIGARES ET TABAC,

DRAPS CANADIENS ET ANGLAIS,

HARDES FAITES,

BOTTES, BOTTINES ET SOULIERS,

QUINCAILLERIE,

OUTILS de Charpentiers et Menuisiers.

BECHES, PELLES, FOURCHES, HOUES,

&c., &c., &c.

Un assortiment considérable et choisi de

FAIENCERIE ET VERRERIE.

ACHETE ET VEND

FARINE ET PROVISIONS, PEMICAN,  
ROBES ET PEAUX.

LOTS DE VILLE A VENDRE

## A VENDRE.

200,000 BARDEAUX,  
—AUSSI—

100,000 pds. bois de sciage, 1  
pouce, 1 1/2 pouce, 1 3/4 pouce,  
CLAIR.

20,000 PDS. EN SUPERFICIE COU-  
VENTURE ASBERT (Asbertos  
Roofing), A L'ÉPREUVE DE  
L'EAU ET DU FEU.

PORTES ET CHASSIS (Vitres.)  
DE PLUS

1000 Barils de Blanc de Plomb,  
Boites de Peinture,

ET  
MASTIC EN VESSIES.

R. GERRIE & CIE.

Magasin de Meubles de Manitoba.  
Winnipeg, 6 Septembre 1873.

ROYAL ET DUBUC

Avocats et Notaires

DE LA

PROVINCE DE MANITOBA.

MM. Royal et Dubuc informent le public  
de Manitoba, qu'ils tiennent leur bureau  
d'Avocats dans le bas de la bâtisse du Parle-  
ment, à Winnipeg, première porte à main  
gauche en entrant, ou on peut les voir tous  
les jours depuis neuf heures et demie du  
matin jusqu'à trois heures de l'après-midi.

MM. Royal et Dubuc se chargent de faire  
les actes de vente, reviser les titres de pro-  
priété, les préparer pour l'enregistrement,  
etc., etc. Ils donnent également leurs at-  
tention à toutes les affaires commerciales,  
collections, etc., dont on voudra les charger.

MM. Royal et Dubuc suivront les termes  
des Cours Inférieures et d'Appel dans les  
divers districts de la Province.

Winnipeg, 30 Août 1873.



## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné à TOUTES  
PERSONNES réclamant, en vertu de la  
Section 32 de l'Acte de Manitoba, des  
TITRES pour les TERRES situées dans la  
ZONE établie soit sur la Rivière Rouge soit  
sur la Rivière Assiniboine, ou dans aucun  
des ETABLISSEMENTS en dehors de la  
dite ZONE, comprenant la Paroisse de  
STE. ANNE, et la PETITE POINTE DE  
CHENE, ainsi que ST. LAURENT et la  
POINTE-DE-CHENE au LAC MANITOBA,  
WESTBOURNE, &c., &c., que des

## Demandes de Patentes

pour telles TERRES peuvent maintenant  
être faites à l'HONORABLE MINISTRE  
DE L'INTERIEUR. Chaque telle DE-  
MANDE devra être accompagnée d'un  
ÉTAT assermenté de la personne faisant  
telle demande, lequel état devra contenir  
la description et la condition du LOT, et  
énoncer les particularités en vertu des-  
quelles la Patente est réclamée, et devra  
être envoyé sous enveloppe au soussigné.

J. S. DENNIS,  
Arpenteur Général.

Bureau de l'Arpentage des Terres  
de la Puissance,  
Winnipeg, 10 Septembre 1873.



JAMES STEWART,

PHARMACIEN,

RUE GARRY,

vis-à-vis l'Eglise Methodiste.

WINNIPEG.

DROGUES,

MEDECINES ET PARFUMERIES,

JOUETS ET ARTICLES DE GOUT,

ARTICLES DE TOILETTE EN GRANDE  
VARIÉTÉ.

Un soin spécial pour la préparation des  
prescriptions.

## BOIS, BOIS.

LE SOUSSIGNE VIENT d'ouvrir un  
clos de Bois de service sur le terrain  
de la Compagnie de la Baie d'Hudson, en  
face de la Cathédrale de St. Boniface, et  
décoit tous les jours son fonds de commerce  
de bois sec, lattes, bardeaux et piquets.

Il a en vente toutes les espèces de bois  
blanchis, moulures, portes et chassiss.

Afin de satisfaire aux besoins du pays il  
se propose de construire un

## Moulin à Scie,

qui comprendra toutes les dernière amé-  
lioration, machines à blanchir, à faire la latte,  
le bardeau, les piquets. Les machines  
sont en route de Brantford, Ontario, et le  
soussigné s'attend les mettre en opération  
vers le 1er d'Août.

Sen clos de bois comprend 2 millions de  
piéds de bois de pin venant du lac Rouge  
et de la Rivière du même nom, et qu'il se  
propose de scier ici.

Voici la liste de ses prix :

Planches.....	\$50 50
No. 1, Communes.....	45 00
No. 2, ".....	35 00
No. 1, de dimensions.....	45 00
No. 1, Battens.....	50 00
Colles de toute sorte.....	25 00
No. 1, Plancher embouté et blanchi	65 00
No. 1, " non ".....	50 00
No. 2, Plancher embouté et blanchi	55 00
No. 1, Cloisons emboutées, etc. ".....	75 00
Bois clair blanchi.....	55 00
" non ".....	70 00
Planches, claires, 4, 1 1/2, 2 pouces.....	70 00
Bardeaux XX.....	7 25
" X.....	5 50
Lattes.....	5 00
Piquets de clôtures, plates.....	18 00

Bois livré à la ville à des taux modérés.

W. J. MACAULAY,

Winnipeg, 12 Juin, 1872.

## DEMANDES.

DEUX BONS Ouvriers Typographe, sa-  
chant l'anglais et le français auraient  
de l'emploi immédiatement en s'adressant à  
ce Bureau. Le prix est de quatorze à quinze  
piastres par semaine. La pension est de  
quatre à cinq piastres par semaine. Neuf  
leurs promettent de l'emploi pour un an et  
pas moins de deux ans.



## AVIS.

LES SOUSSIGNES donnent avis à tou-  
s ceux que la chose peut concerner  
qu'ayant reçu leur nomination comme

## Commissaires de Licences,

suivant les dispositions de la 36 Viet. chap.  
29, tout individu licencié ou non licencié  
sera poursuivi en vertu du dit acte pour—

LA VENTE sans licence des liquides en-  
ivrants ;

L'OUVERTURE d'Hôtels licenciés, Tavernes  
ou Restaurants après les heures ; ou

L'OUVERTURE des dites Maisons ou la vente  
de boissons le Dimanche ;—

LA VENTE de boissons enivrantes aux  
Sauvages ou aux enfants mineurs ;—

LA VENTE en moindre quantité que celle  
permise à un Epicier licencié, ou la per-  
mission de boire sur les lieux ;

LE PAIEMENT d'agir comme Encanteur sans  
licence ;

LE COLPORTAGE sans licence ;

LA TENUE de Tables de Billard ou autres  
Jeux sans licence ;

ETC., ETC., ETC.

(Signé.) JAMES STEWART  
Président.

LOUIS SCHMIDT,  
DONALD MATHESON,  
Commissaires

Winnipeg, 20 Août 1873.



## TERRES DANS LES LIMITES DE L'ETABLISSEMENT.

AVIS PUBLIC est par le présent donné  
que le fait de prendre, en s'y établissant ou  
de toute autre manière, des terres inoccu-  
pées dans les Limites de l'Etablissement,  
soit sur la Rivière Rouge ou sur la Rivière  
Assiniboine, sans avoir préalablement obte-  
nu la permission de ce Département, ne  
sera pas reconnu par le Gouvernement  
comme donnant un droit exclusif d'établisse-  
ment (homestead) ou de prescription, et  
toute personne est par le présent requise de  
se conduire en conséquence.

Par ordre,

J. S. DENNIS,  
Arpenteur Général.

Bureau des Terres de la Puissance, }  
21 Mars, 1873.



## Arpentages des Terres

DE LA

PUISSANCE.

ATTENDU qu'il résulte de graves in-  
convénients de ce que des ordres sont  
présentés de la part de Députés-Arpenteurs  
employés dans l'arpentage des Terres de la  
Puissance, pour certaines sommes d'argent  
en paiement de gages et autres comptes,  
nonobstant un avis public préalable annon-  
çant que ces ordres ne seraient pas recon-  
nus, toutes personnes sont par le présent  
requises de prendre avis que NUL TEL  
ORDRE ne sera désormais accepté ou payé  
à ce Bureau.

J. S. DENNIS,  
Arpenteur-Général.

Bureau des Arpentages, }  
—Terres de la Puissance, }  
Winnipeg, 1 Mai, 1873.